

Promenons-nous dans les rues... Même la nuit!

Nous avons (presque) toutes déjà eu peur en ville le soir. Pourtant le sentiment d'insécurité est disproportionné par rapport à l'insécurité réelle. Comment l'expliquer et l'apaiser?

Texte Christelle Gilquin / Photo Corbis

L'an dernier, sous le hashtag #safe-danslarue sur Twitter, des femmes expliquaient quelles étaient leurs techniques pour se sentir en sécurité en ville la nuit... Les hommes découvraient alors – parfois horrifiés – à quel point ils pouvaient faire peur aux femmes. «Si quelqu'un me suit, disais-je à l'une d'elles, je mets mon portable à l'oreille et je dis: 'Oui, j'ar-

rive tout de suite. Je suis là dans deux minutes!» «Je marche le plus vite possible, je regarde par terre, j'essaie d'être invisible et de n'être pas remarquée», disait une autre. Ces stratégies, Marie Gilow, auteure d'une enquête sur le sujet dans le numéro de Brussels Studies de juin 2015, les a également étudiées. «Pour éviter un trajet de retour la nuit, sans renoncer pour autant à une activité, écrit-elle, certaines répondantes prennent des mesures organisationnelles spécifiques afin de décaler ce déplacement au lendemain, lorsqu'il fera de nouveau jour. Certaines excluent un trajet pédestre: même si un déplacement à pied serait tout à fait raisonnablement envisageable, la sortie se limite souvent aux horaires du dernier métro ou du dernier bus. L'organisation d'un accompagnement peut devenir la condition sine qua non pour participer à un événement ou à une activité.»

Moins d'espace public pour les femmes

Pour l'association Garance, qui travaille sur toutes les formes de violence faites aux femmes, ces stratégies ont de lourdes conséquences: stress, évitement de certains lieux, repli sur soi, isolement... «Bien que ces stratégies d'évitement diminuent le sentiment d'insécurité et donnent l'impression de pouvoir gérer le risque, elles ont comme effet néfaste de limiter la mobilité, la liberté et, finalement, le bien-être et la participation citoyenne des personnes.» «Pressions, intimidations dans l'espace public: les

violences faites aux femmes, ça commence comme ça», disait une campagne de la Ville de Liège en 2012. On considère de façon générale que l'espace public est utilisé différemment par les hommes et les femmes: quand elles marchent en ville le soir, les femmes se déplacent «en couloir», c'est-à-dire le plus vite possible entre deux points et occupent donc moins d'espace public. Les hommes ne se posent même pas la question...

La crainte principale?

L'agression physique, bien sûr. Voire sexuelle. Et pourtant, depuis longtemps, les études de victimisation le montrent: bien que les femmes expriment en moyenne trois fois plus la peur de l'agression que les hommes, ce ne sont pas elles qui en sont les principales victimes: 7 victimes de coups et blessures sur 10 sont des hommes (1). Les chiffres des agressions se veulent également rassurants: on observe à la STIB une baisse de 22 % entre 2012 et 2013, et encore de 13 % entre 2013 et 2014, soit une moyenne de 1,48 agression par million de voyageurs. D'où ce paradoxe: les femmes craignent plus l'espace public, alors qu'elles y sont moins victimes. En tout cas moins que dans l'espace privé, lieu des violences conjugales...

Plus de lumière, moins de coins sombres

Même si, comme le regrette Laura Chaumont, de l'asbl Garance, «la Belgique a 20 ans de retard sur les pays voisins», certaines villes prennent

le problème au sérieux. Et mettent en place des solutions, guidées notamment par les conclusions de «marches exploratoires» menées par des groupes de femmes dans certains quartiers. Un renforcement de la présence policière, bien sûr, mais également un réaménagement de l'espace public: «Être attentif à une hauteur maximum des bâtiments pour garder un contact sonore et visuel entre les différents espaces, suggère l'asbl Garance. Privilégier les entrées et les cages d'escalier en verre pour permettre plus de transparence et de lumière. Les passages et les chemins doivent être larges, bien illuminés et en couleurs claires, sans coins ou virages abrupts. Des parkings souterrains faciles à utiliser, clairs et transparents.» Des grands principes dont on tient compte à l'Agence de développement territorial de Bruxelles: pour la rénovation des environs de la gare du Midi, on prêterait particulièrement attention à la hauteur des immeubles, l'éclairage, l'animation des rez-de-chaussée et la mixité fonctionnelle (présence de logements afin d'éviter les zones de bureaux vides la nuit).

Une histoire de bancs

La propreté elle aussi joue un rôle dans le sentiment d'insécurité. «Des endroits sales et délabrés sont perçus comme en dehors du contrôle des autorités», souligne-t-on chez Garance. C'est l'une des priorités à Liège, où une Commission communale consultative Femmes et Ville a été créée en 2004. On y veille également à la lutte contre les

Dans quelle ville vous sentez-vous le plus en insécurité?

1. Charleroi
2. La Louvière
3. Verviers
4. Bruxelles
5. Liège
6. Mons
7. Tournai
8. Louvain-la-Neuve
9. Namur
10. Arlon

(sondage réalisé sur le site femmesdaujourd'hui.be)

43 % des femmes ont peur dans le métro, contre 19 % des hommes. (étude parisienne)

Des solutions venues d'ailleurs?

▸ **Les taxis roses (comme à Londres, Beyrouth, Dubaï...)** Ces taxis seraient conduits par des femmes et réservés aux femmes. Les Femmes prévoyantes socialistes dénoncent fermement cette solution: «On se concentre sur la victime en inventant des bouts de ficelle pour qu'elle se sente en sécurité, et on occulte le fait que s'il y a violence, c'est que quelqu'un est violent. Seul le refus unanime et efficace de la violence envers les femmes pourra changer la situation.»

▸ **Les rames de métro réservées aux femmes (au Japon, au Brésil, en Thaïlande, au Mexique, en Egypte...)** «La STIB en a discuté très sérieusement, explique sa porte-parole, mais cette approche, qui se justifie peut-être dans un certain contexte culturel, n'entre pas dans notre vision de la mobilité. Elle entrave la liberté de mouvement, va à l'encontre de la mixité sociale, pourrait ouvrir la porte à d'autres effets pervers: quid si ça devient une obligation? Quid si une femme ose mettre les pieds dans les wagons des hommes?»

▸ **Les arrêts de bus entre deux stations (Toronto, Montréal...)** «Nous avons fait le test, déclare-t-on à la STIB. Nous avons en réalité reçu peu de demandes. La raison en est simple: la distance moyenne entre deux arrêts de bus est de seulement 400 mètres. N'hésitez cependant pas à vous mettre près du chauffeur ou à faire appel à lui en cas de sentiment d'insécurité: il pourra soit vous déposer effectivement entre deux arrêts, soit prévenir le dispatching qui enverra une équipe à l'arrêt souhaité.»



>> incivilités et au renforcement de la sécurité routière, que la Ville juge également nécessaire au sentiment de sécurité, ainsi qu'à la convivialité des espaces verts: les places sont exposées, éclairées, une visibilité des parcours au sein des parcs est pensée...
A Namur, on se montre particulièrement motivé: la ville s'engage en effet à tenir compte de l'avis des femmes dans l'aménagement de cinq grands projets urbains. «C'est la première ville qui fait ça, se réjouit Laura Chaumont. Une quarantaine

de marches exploratoires sont prévues.» Pour Laura Chaumont, il suffit parfois d'un rien pour rendre un espace public moins anxiogène. «Prenons l'exemple du parc de Namur, qui a la réputation de coupe-gorge. Nous avons remarqué qu'à l'entrée du parc, il y avait sept bancs, tous occupés par des hommes. Pourquoi ne pas les disséminer ailleurs dans le parc? Et pourquoi ne pas organiser des activités avec des personnes âgées ou des petits enfants?»

Ramener les gens dans la rue!

Créer de la mixité sociale dans la ville, c'est le grand leitmotiv de l'association Garance. «Si tout le monde est partout, le sentiment d'insécurité sera moindre», affirme Laura Chaumont. «La ville de Charleroi l'a bien compris. «Le sentiment d'insécurité est surtout flagrant dans un quartier de la Ville Haute, explique David Quinaux, porte-parole de la police de Charleroi: vol, violence, vente de substances illicites. Le vaste chantier de rénovation de cette partie de la ville a pour objectif d'en faire un endroit plus sûr et convivial. Notre espoir est que les classes moyennes reviennent y habiter.» Mais la véritable solution au sentiment d'insécurité des femmes se trouve bien en amont de toutes ces mesures. Car comment expliquer cette disproportion entre le senti-

Pour en savoir plus

A LIRE

• Déplacements des femmes et sentiment d'insécurité à Bruxelles: perceptions et stratégies, Marie Gilow, Brussels Studies, n°87, 01/06/2015, www.brusselsstudies.be.

CONTACT

• L'asbl Garance organise des stages à destination des femmes pour apprendre à se défendre en cas d'agressions physiques et verbales. Prochain stage: les 26-27 septembre à Tournai et Schaerbeek. www.garance.be.

ment d'insécurité des femmes et les risques réels (à ne pas sous-estimer pour autant)? «Elle provient d'un comportement construit, estime Laura Chaumont: depuis leur enfance, on inculque aux femmes que la rue est dangereuse, qu'elles ne sauront pas se défendre face à un homme.» «Le sentiment d'insécurité des femmes résulte fondamentalement du rapport social inégal entre les genres, qui structure encore notre société», confirme Marie Gilow dans son étude. C'est donc parce que la femme se sent encore inférieure et vulnérable par rapport à l'homme qu'elle ressent ce sentiment d'insécurité. «Il faut changer ces discours dès la petite enfance, affirme Laura Chaumont. C'est ce que nous faisons dans nos stages: amener les femmes à s'interroger sur leur légitimité en rue. Nous voulons que les femmes occupent l'espace public. Si elles se réapproprient l'espace, le contrôle social sera plus grand.» •

(1) Hommes et femmes sont cependant à égalité pour les vols avec violence. Chiffres pour la zone de police Bruxelles-Ixelles.

Une loi qui change tout?

Dans les faits, la loi contre le harcèlement de rue, en vigueur depuis l'an dernier, est difficilement applicable, l'auteur d'injures devant être pris en flagrant délit. «La charge de la preuve est difficile à apporter», constate David Quinaux de la police de Charleroi. La zone de police Bruxelles-Ixelles fait état de 16 dossiers en 2014 et encore aucun pour 2015. «Mais, comme le souligne Christian DeConinck, porte-parole de la police de Bruxelles, les sanctions administratives pour malpropreté ont prouvé que 'le rappel de la norme et des règles' suffit parfois à faire changer les mentalités. Il est donc important pour la Ville de Bruxelles de poursuivre la tolérance zéro face à ces comportements inacceptables.»